

Anderlecht se retire du projet du Stade national

INFRASTRUCTURES Nouvel obstacle pour ce bâtiment qui doit être prêt pour 2020

► Par voie de communiqué, Anderlecht a annoncé renoncer au projet actuel de Stade national.

► Pourtant, le club bruxellois n'a pas d'alternative.

► Dans la partie de poker, le RSCA a cependant repris la main.

Le communiqué est bref et laconique. « *Le conseil d'administration de RSC Anderlecht a évalué le dossier et a partagé ses objections sérieuses et sa décision qu'il n'est pas dans l'intérêt du club de participer au présent projet, avec Ghelamco Invest* ». Il émane d'Anderlecht et sonne si pas le glas du projet de Stade national, du moins comme un dernier avertissement avant l'enterrement définitif du projet.

Mais nous n'en sommes pas encore là. Car dans cette partie de poker, il n'y a pas une semaine sans rebondissement, pas une négociation sans coup de bluff.

1 Pourquoi Anderlecht n'en veut plus ?

Dans ce dossier, il y a quatre intervenants. Le promoteur immobilier, Ghelamco, censé trouver un locataire s'il veut que son projet soit rentable ; la ville de Bruxelles, qui voit dans ce stade l'ambition architecturale permettant à la capitale de l'Europe de briller ; le Sporting d'Anderlecht, intéressé par la location d'un stade qui lui permettrait de multiplier ses revenus et, donc, de passer un palier sur le plan sportif, et l'Union Belge de football, qui trouverait là un écran approprié pour le rayonnement de ses Diables rouges. Oui mais voilà, ce projet, ficelé dans l'urgence pour permettre à l'Union Belge de poser sa candidature à l'Euro 2020, a un coût, pas encore totalement limité. Pour rentrer dans ses frais, Ghelamco a

fixé pour Anderlecht le loyer du stade à 9 millions par an sur une période de 20 ans, somme jugée exorbitante par le club bruxellois, qui ne sait même pas s'il en sera propriétaire au bout de ces 20 ans. Pourtant, un accord de principe avait été acté entre le club et Ghelamco pour la construction d'une enceinte de 60.000 places (capacité réduite à 45.000 pour les matchs d'Anderlecht) et un loyer fixé à 9 millions. Par contre, les deux parties devaient encore négocier les conditions d'exploitation de ce stade (horeca, espaces VIP, parkings, loges, etc). Pour cela, les dirigeants du Sporting ont fait appel à une société spécialisée dans l'exploitation des stades et suivant les conseils de cette société, ont rendu un cahier de doléances à Ghelamco. Or, depuis mai 2016, ce dossier est au point mort, Anderlecht n'ayant reçu aucun retour du promoteur immobilier. Quelle ne fut donc pas la surprise des dirigeants bruxellois d'apprendre qu'un permis de bâtir avait été déposé à la commune de Grimbergen, et que ce permis ne prenait en compte aucune des demandes formulées par le club. Après réflexion, le club a donc décidé que les conditions n'étaient pas réunies pour continuer dans cette voie-là.

2 Y a-t-il un plan B ? Pas vraiment.

Voyant le vent tourner, le RSCA s'est renseigné auprès de la commune pour un agrandissement du stade Constant Vanden Stock dans lequel il évolue actuellement. Les riverains, qui s'opposaient il n'y a encore pas si longtemps, ont semble-t-il compris que le quartier avait plus à perdre avec un déménagement du Sporting à l'autre bout de Bruxelles qu'avec un redéploiement du stade (et toutes les nuisances que cela pourrait apporter). L'autre piste étudiée par le RSCA consisterait à construire un nouveau stade (sur fonds propres) à Neerpede. Le club a acquis récemment plusieurs terrains mais là

encore, il n'y a pas encore de plan établi. D'après nos sources, ces deux pistes ne tiendraient donc pas la route. Reste alors une troisième solution : mettre la pression sur Ghelamco pour revoir ses plans pour le Stade national. Latout d'Anderlecht demeure l'agenda. Contrairement à la ville, à Ghelamco et à l'Union Belge, Anderlecht n'est pas tenu par la date butoir de 2020. Le club de Roger Vanden Stock attend son stade depuis 15 ans et ce n'est pas un an ou deux en plus qui changeront la donne.

3 Quelle est la position de l'Union Belge ?

Etrangement, la Fédération de football (URBSFA) ne bouge pas et se montre bien passive dans ce dossier. Elle a décidé de ne pas réagir au retrait d'Anderlecht par communiqué car elle estime avoir toujours dit qu'elle n'investirait le Stade national qu'une fois celui-ci construit. Or, le business plan du Stade national tient compte d'1 million de rentrées financières annuelles, en tablant sur 20 matchs d'Anderlecht, cinq matchs des Diables rouges et cinq concerts. Il suffit qu'une des conditions ne soit pas réunie pour que le projet devienne bancal. Contrairement à ce qu'elle veut bien faire croire, l'Union belge est donc bien partie prenante de l'aventure. Et ce, d'autant plus qu'elle

porte la candidature de Bruxelles pour l'Euro 2020. Or, sans ce Stade national, cette candidature tombe à l'eau, ce qui aurait pour conséquence pour la Fédération d'être la risée de toute l'Europe du football. Derrière cet attentisme pourrait bien se cacher le nouvel homme fort de la Fédération : Bart Verhaeghe. Le président du club de Bruges voit d'un mauvais œil ce projet qui favoriserait Anderlecht. De plus, le Stade national pourrait marcher sur les plates-bandes et faire de l'ombre à son immense projet immobilier, Uplace, qui doit prendre place à quelques encablures de là, à Vilvorde. ■

STÉPHANE VANDE VELDE

politique « Stop au poker menteur »

Dans la sphère politique bruxelloise, qui porte le projet d'Eurostadium via la Région et la Ville de Bruxelles, les commentaires étaient laconiques vendredi soir. En fait, ce sont les troupes N-VA qui ont été les plus volubiles et les plus réactives : quelques minutes après l'annonce du Sporting, le conseiller communal Johan Van den Driessche s'est fendu d'un communiqué intitulé : « *L'Eurostadium est mort, vive le stade Roi Baudouin !* » Le parti plaide depuis longtemps pour une rénovation de ce dernier.

À la Région, le ministre-président Rudi Vervoort (PS) et le ministre du Budget Guy Vanhengel (VLD), les deux grands porteurs du projet, ont estimé que ce nouvel épisode devait être réglé entre Anderlecht et Ghelamco. « *La Région confirme qu'elle veut que ce stade soit réalisé, et toutes les procédures doivent être poursuivies pour réussir cet objectif* », ont-ils déclaré. À la Ville de Bruxelles, le ton est similaire du côté de l'échevin des Sports Alain Courtois (MR) : « *Nous n'avons pas à intervenir sur ce coup de poker.* »

Le mot est lâché : y a-t-il du bluff dans le chef du conseil d'administration d'Anderlecht ? En tout cas, hors micros, cette analyse de la situation est largement partagée dans la classe politique bruxel-

loise. Tous partis au pouvoir confondus, on insiste fortement sur le fait qu'Anderlecht dit se retirer du projet « *actuel* ». Le refus ne serait donc pas définitif, ce qui rejoint la position du privé Ghelamco (lire par ailleurs). Tous les mandataires éludent la question d'un éventuel plan B. Une rénovation du Baudouin n'est en tout cas pas à l'ordre du jour, à cause du coût que cela engendrerait et du projet de développement urbanistique du Heyssel, Néo. Région et Ville veulent remplacer le stade actuel par du bâti et des espaces publics.

Pas de permis à Anderlecht

Du côté de la commune d'Anderlecht, où le Sporting pourrait peut-être agrandir le stade Constant Vanden Stock, on a appris à se méfier des rebondissements. « *La prudence est de mise. Cela fait des mois que les bruits de couloir indiquent que le Sporting n'ira pas à Grimbergen, il s'agirait, si cette nouvelle se confirme, d'une demi-surprise* », pointe le bourgmestre Eric Tomas (PS). Le mayor doit rencontrer les dirigeants du Sporting la semaine prochaine. « *Au niveau communal, nous n'avons pas changé de position, nous avons donné un avis positif pour l'agrandissement du stade dont la dernière version nous convenait (l'enceinte passerait de 21.000 à 30.500*

places), car il s'agit d'un bon équilibre entre les attentes du Sporting et celles des riverains ».

Reste que rien n'est toutefois acquis, comme le souligne l'échevin local de l'urbanisme, Gaëtan Van Goidsenhoven (MR), très circonspect quant au claquement de porte annoncé par le RSCA. « *La déclaration est formulée avec une certaine ambiguïté laissant supposer que la porte reste vaguement entrouverte* ». Pour le libéral, après dix ans de tergiversations, l'heure de vérité doit sonner. « *L'absence de clarté n'est plus supportable, il faut mettre un terme à cette partie de poker menteur* ».

On l'a dit, le club a obtenu un avis favorable pour l'agrandissement du stade Constant Vanden Stock. Mais aucun permis, d'urbanisme ou d'environnement, n'a été délivré par la Région. « *Tout ce qui a été fait n'est sans doute pas pour la poubelle mais il faudra certainement recommencer la procédure et on est parti pour une longue séquence* ». Et ce d'autant qu'entre-temps, la donne urbanistique a évolué avec un pouvoir renforcé pour la Région. « *On peut donc s'interroger sur la manière dont va réagir la Région face à une demande du RSCA alors que ce dernier vient de lui claquer la porte au nez pour le Stade national* ». ■

PATRICE LEPRINCE
ANN-CHARLOTTE BERSIPONT